

Que faire?

Alors que l'on commémore le tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau, sa réflexion sur la guerre et la paix est plus que jamais d'actualité : la paix relève d'une construction politique. Explications.

FACE À L'IMPÉRIALISME GUERRIER DU CAPITAL



«La réalisation d'une société des nations républicaines...»

PAR GABRIEL GALICE, VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX À GENÈVE, ET CHRISTOPHE MIQUEU, MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN PHILOSOPHIE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ BORDEAUX-IV.

Dans notre monde où violences et bons sentiments se donnent la main, produisant les oxymores exquis de « frappes chirurgicales », « médicaments d'assaut » ou « guerre humanitaire », le discours de Rousseau, aux antipodes du politiquement correct, tranche.

L'ÉTAT PERMANENT DE GUERRE LARVÉE

N'affirme-t-il pas dès l'entame de ses « Principes du droit de la guerre » : « Bien instruit de mes devoirs et de mon bonheur, je ferme les livres, sors de la classe, et regarde autour de moi : je vois des peuples infortunés gémissant sous un joug de fer, le genre humain écrasé par une poignée d'opresseurs, une foule accablée de peine et affamée de pain, dont le riche boit en paix le sang et les larmes, et partout le fort armé contre le faible du redoutable pouvoir des lois » ? Le citoyen de Genève portait un regard inquiet sur la société qui l'entourait, où la logique individualiste et intéressée marquait déjà l'ensemble des relations humaines. Il ne serait pas rassuré par ce que le monde contemporain lui offrirait à voir aujourd'hui. Les guerres actuelles sont des opérations militaires dont la rhétorique de « la guerre au terrorisme » est devenue l'expression la plus courante. Quand elles ne sont pas néocoloniales (Malouines, Côte d'Ivoire), elles sont impériales et associent ou opposent des puissances, au détriment de pays dominés (Libye, Irak), qui sont les objets passifs ou des alliés secondaires, parfois chargés de « guerres

par procuration » que les dominants veulent s'épargner. L'essentiel du processus réside dans la privatisation des États au détriment de l'intérêt général. Il faut entendre par là l'ensemble des dispositifs qui soustraient les États à l'influence des peuples pour les mettre sous le contrôle des oligarchies, qu'il s'agisse des processus d'information, de décision ou de services, comportant la minoration des services publics et la privatisation des biens et services. Il faut inclure aussi la privatisation de la violence collective, allant des sociétés privées de sécurité au financement des partis politiques par l'industrie d'armement. Les affaires judiciaires de commissions

et diplomate britannique, successivement conseiller de Tony Blair et de Javier Solana, a vanté sans fard les bienfaits du « nouvel impérialisme libéral ». Il nous ramène, par le versant cynique, à Jean-Jacques Rousseau : « Le Prince fait toujours circuler ses projets ; il veut commander pour s'enrichir et s'enrichir pour commander ; il sacrifiera tour à tour l'un et l'autre pour acquérir celui des deux qui lui manque, mais ce n'est qu'afin de parvenir à les posséder enfin tous les deux ensemble qu'il les poursuit séparément ; car pour être le maître des hommes et des choses, il faut qu'il ait à la fois l'empire et l'argent. » (« Projet de paix perpétuelle »). L'empire a une forme et une

Si la violence dérive de l'affirmation des inégalités sociales, l'institution républicaine doit lutter contre cet état de fait.

ou rétrocommissions sur des achats ou des ventes d'armes qui ont éclaboussé depuis plusieurs décennies la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, la France et quelques autres ne font que jeter une lumière crue sur la réalité de la démocratie capitaliste de marché. La guerre est bien l'envers du contrat social, elle défait ce que fait le pacte républicain.

PENSER L'EMPIRE

Pour comprendre notre monde, il convient de penser le nouvel empire qui le constitue. La notion d'empire, stade ultime du capitalisme mondialisé, renvoie au système de domination planétaire. Mais l'emploi du terme « impérialisme » n'est pas une exclusivité de ses détracteurs. Robert Cooper, essayiste

force. Sa forme est moins un globe qu'un tétraèdre (un « système national-mondial hiérarchisé » selon Michel Beaud) dont les trois faces sont constituées des puissances territoriales politico-militaires dirigeantes conduites par les États-Unis dominant l'OTAN, des réseaux économique-financiers, des sertissages idéologico-médiatiques qui crédibilisent en images et discours les forces à l'œuvre. Le prince, la force de l'empire, a le visage de l'oligarchie transnationale qui se situe aux points de jonctions des trois faces du tétraèdre, soit quelques milliers de décideurs décisifs naviguant sur les eaux de la politique, de la finance, des industries d'armement, des médias. La violence de l'économie s'appuie sur l'économie de la violence dont elle participe.

L'ouverture du marché du pétrole irakien aux États-Unis s'est faite par la force armée et non par le rapprochement négocié de l'offre et de la demande. L'Europe libérale, suivant les États-Unis, prend toute sa part dans ce néocapitalisme de guerre.

CRITIQUE DE L'OLIGARCHIE

Ainsi se définit le climat géopolitique d'un univers qui prétend avoir dépassé le stade des nations républicaines. Pourtant, ce cadre demeure la seule dimension pertinente pour établir la paix. L'ensemble des rapports humains est régi par des relations de domination.

La domination est politique avec l'asservissement au joug des puissants, elle est

aussi économique et sociale quand « une poignée de gens regorge de superfluités, tandis que la multitude affamée manque du nécessaire » (« Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes »). L'état des lieux que propose Rousseau pour son temps ne serait pas démenti aujourd'hui. Le sens de la loi est complètement travesti quand elle devient instrument d'asservissement au lieu d'être vecteur de libération, comme la définissait depuis Cicéron la tradition philosophique républicaine. L'intérêt général est bafoué et les conditions les plus élémentaires d'existence sont quotidiennement remises en question dès lors que la primauté est donnée aux intérêts particuliers. La violence est inévitable dans un état de relations interhumaines où l'inégalité est telle qu'elle impose la « friponnerie » comme seule option aux plus malheureux. La grande force de la philosophie rousseauiste est de renverser la supercherie en mettant en évidence les contradictions d'un système social au sein duquel, sous des airs de concorde, se joue en réalité la perpétuation de la domination des plus faibles par les plus forts. Les supposés bienfaits moraux de la civilisation apparaissent dès lors comme des prétextes permettant de faire passer pour la paix ce qui est en réalité une lutte permanente au sein de la société entre ceux qui disposent du système pour dominer et ceux qui en sont écartés. L'actualité de cette critique rousseauiste de la modernité est brûlante. Une fois désembourbée de ses appareils d'époque, l'apologie de l'économie redevient ce qu'elle est profondément, à savoir un désir égoïste et autocentré de richesses.

REFONDATION RÉPUBLICAINE

Pour contrecarrer le règne de l'oligarchie, Rousseau oblige à redéfinir la paix à l'aune de son concept collectif (et non individuel) de liberté : « Car, comme la société ne peut prévoir ni satisfaire les différents désirs de ceux qui la composent, elle ne se charge point de ce soin mais seulement de pourvoir à la défense et à la sûreté communes, et à l'égard de la subsistance,

de mettre les particuliers à portée de pourvoir par eux-mêmes à leurs besoins, de sorte que tous les engagements que la confédération peut prendre envers les confédérés se réduisent à ces deux points : la paix et l'abondance ; pourvu que sous ce mot de paix on entende non seulement la sûreté qui fait la paix au-dehors, les mœurs qui font la paix au-dedans, mais aussi la liberté sans laquelle il n'y a aucune paix véritable. » (« Fragments politiques »). Si la violence dérive de l'affirmation des inégalités sociales, l'institution républicaine doit lutter contre cet état de fait qui n'a rien de naturel.

intérêt privé et de classe qui cherche à s'imposer aux peuples ? D'ailleurs, laissent-ils une place quelconque aux peuples ? En trois siècles, rien ne paraît avoir changé sur ce plan aussi. Rousseau se défiait dans le même temps de ceux qui se déclaraient européens. Or, être européen dans l'Europe actuelle revient bien à s'éloigner du bien public, à n'obéir qu'à son intérêt propre et à avoir la finance pour seul maître. Son projet de confédération européenne, extensible à une architecture institutionnelle internationale, trouverait une nouvelle jeunesse si les peuples s'y assuraient la primauté décisionnelle, si une

L'Europe sera démocratique, construite par des peuples émancipés et par des gouvernements éclairés, ou ne sera pas.

C'est la réponse institutionnelle qui est déterminante, puisque c'est d'elle que dépend la paix civile, sans laquelle une paix internationale n'est pas même concevable. La rareté des biens et l'emprise de quelques-uns sur la quasi-totalité des biens existants créent un état de fait de violence qui n'a d'égal que la soumission imposée en conséquence au plus grand nombre. Or, si les pauvres peuvent se retrouver contraints de « ravir leur subsistance de la main des riches », les riches sont, eux, à tel point happés par leur désir de dominer « qu'ils dédaignent bientôt tous les autres, et se servant de leurs anciens esclaves pour en soumettre de nouveaux, ils ne (songent) qu'à subjuguier et asservir leurs voisins » (« Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes »). Mais il ne suffit pas de proclamer des droits et libertés fondamentales pour réduire les conflits civils et pacifier les relations entre les membres d'une société. Toute République qui proclame l'égalité formelle des citoyens tout en laissant survivre une bonne partie d'entre eux dans la pauvreté et la précarité se retrouve dans un état de guerre larvée. La paix civile, comme le disait déjà Spinoza, ne se réduit pas à l'absence de guerre ! Et la République ne peut être pacifiée que si elle est « poussée jusqu'au bout », comme disait Jaurès, en accordant à tous ses citoyens les conditions nécessaires à une existence digne.

SE DÉFIER DES COSMOPOLITES POUR PRÉSERVER LA PAIX

On comprend bien dans cette perspective la défiance de Rousseau à l'égard de ces cosmopolites qui troquent l'amitié civique soudant le corps politique contre un humanitarisme bien-pensant. « Défiez-vous de ces cosmopolites qui vont chercher au loin dans leurs livres des devoirs qu'ils dédaignent de remplir autour d'eux », nous recommande Rousseau dans « Émile ou De l'éducation ». Que soutiennent ces amis auto-affirmés de l'humanité, sinon la défense d'un individualisme acharné qui ne connaît plus l'esprit de communauté, la défense de leur

économie commune se distinguait du marché mondial, si l'OTAN se dissolvait, si l'OMC ne feignait pas de mettre sur le même plan les pays les plus riches et les nations les plus pauvres, si l'on cessait de prendre les vessies du capital pour les lanternes du marché. La solution confédérale semble répondre à la double exigence de souveraineté populaire et de coopération entre nations. L'Europe sera démocratique, construite par des peuples émancipés et par des gouvernements éclairés, ou ne sera pas. De même, la réalisation d'une société des nations républicaines. La paix est une longue construction politique, qui n'a rien de naturel, à l'intérieur comme à l'extérieur de la République. ★



POUR SUIVRE LE DÉBAT

« Penser la République, la guerre et la paix. Sur les traces de Jean-Jacques Rousseau », de Gabriel Galice et Christophe Miqueu, Éditions Slatkine. 26,50 euros.

Trois cents ans après sa naissance, Jean-Jacques Rousseau fait partie de ces philosophes qui font puissamment réagir et réfléchir. Penseur atypique, le « citoyen de Genève » occupe une place à part dans le paysage intellectuel mondial. Sa notoriété fluctue au cours des périodes de l'histoire. Elle est un baromètre de nos espoirs ou désespoirs. Ce livre visite un aspect particulier de son œuvre : sa relation aux thèmes de la République, de la guerre et de la paix. Le pacte social républicain à l'intérieur, la confédération à l'extérieur sont, selon Jean-Jacques Rousseau, deux modalités complémentaires de l'apaisement. Il s'avère que Rousseau est bel et bien, en ces domaines aussi, un « anticipateur retardataire ». Pour être au plus près de sa pensée vagabonde, toutes les entrées de cet ouvrage pourront se lire en continu ou de manière autonome, et s'apparentent à des chemins à emprunter, qui partent d'une même boussole nous guidant à travers un Rousseau républicain pacifiste.